

> Toutes les communes > Carhaix

Conseil. Pas de cadeaux au pied du sapin

Publié le 14 décembre 2016



DOMINIQUE MORVAN



La séance du conseil municipal a donné lieu à plusieurs accrochages entre les trois élus socialistes (à gauche) et la majorité. Mais aussi entre eux et Matthieu Guillemot (à droite).

Le dernier conseil municipal de l'année a été très tendu lundi soir. Plusieurs sujets ont donné lieu à de vifs échanges. Avec, au coeur des accrochages, les trois socialistes pris entre deux feux, celui de la majorité et celui de Matthieu Guillemot. Pas sûr que la trêve des confiseurs suffira à faire oublier cet épisode.

Si Noël approche, les élus ne se sont pas vraiment faits de cadeaux lundi soir au conseil municipal. Plutôt logique pour une séance dédiée notamment au vote du budget. Un rendez-vous où la majorité met en avant ses projets et sa bonne gestion tandis que l'opposition émet des réserves ou des critiques. Le budget 2017 n'a pas échappé à la règle. Dans un contexte financier délicat pour les collectivités, la majorité a insisté sur le fait qu'elle n'augmentera pas les impôts, qu'elle poursuivra sa maîtrise des dépenses et donc le désendettement de la ville tout en continuant à investir sur des projets, à aider les associations et à maintenir les services à la population. Une ambition détaillée, chiffres à l'appui, par l'adjoint aux finances, Daniel Cotten.

« Pas de vision à long terme »

Sans surprise, les élus socialistes de « Carhaix autrement » ont formulé les mêmes critiques qu'il y a un mois lors du débat d'orientation budgétaire. « Pas de grands projets, pas de vision à long terme, des petits travaux, une politique du cas par cas. On attend toujours vos promesses de 2001 », a taclé Cédric Guyader avant d'indiquer que le groupe socialiste s'abstiendrait lors du vote. « Sincèrement, je vous trouve très sévère », a répondu Christian Troadec. « Comment peut-on dire qu'il n'y a pas de vision de Carhaix avec Synutra, la fibre optique, l'aménagement du centre-ville ? Moi, j'ai plutôt l'impression que c'est une ville qui bouge, qui a une vision très claire de son développement. On est très optimiste par rapport à l'avenir et on veut continuer à aller de l'avant », a-t-il poursuivi sans oublier d'adresser une pique aux élus socialistes sur les baisses de dotations de l'État imposées par « un gouvernement que vous soutenez » (83.000 € en 2017). Pas de quoi convaincre Cédric Guyader. « Ce sont des dossiers qui dépendent de Poher communauté, pas de la ville », a-t-il lancé avant de reprocher au maire d'oublier l'appui de la région Bretagne dans le dossier Synutra.

Le PS pris pour cible

Aux yeux de Christian Troadec, pas question de « dissocier les réalisations et les réussites » de la ville et Poher communauté. Et pour ce qui est de Synutra, le maire a répondu que la région n'a « pas investi pour cette implantation » mais seulement « en terme de formation » pour le personnel. « Vous défendez la région Bretagne non pas parce que vous aimez la Bretagne mais pour votre ami Richard Ferrand. Vous voulez vous raccrocher à des branches qui, pour beaucoup d'entre elles, ne sont pas très solides ». Un Parti socialiste pris aussi pour cible par Matthieu Guillemot. Avant de s'abstenir sur le budget en raison de son désaccord sur la mutualisation des services, l'élus d'opposition et militant NPA a attaqué la « sale politique du gouvernement PS » qui oblige les élus locaux à « se dépatouiller comme ils peuvent ». Le ton était donné. Il est encore monté d'un cran à propos de l'ouverture des grandes surfaces le dimanche ou encore du déménagement des écoles (lire par ailleurs). Des échanges qui devraient laisser des traces pour la suite du mandat.

Retrouvez plus d'articles

Collectivités territoriales Commune Conseil municipal

Carhaix-Plouguer

EN COMPLÉMENT

- + « Vous êtes exceptionnellement nuls ! »
- + Journal municipal. « Les attaques nominatives n'y ont pas leur place »
- Compteurs Linky. Un moratoire contre l'installation

Sous les yeux d'une vingtaine de membres du collectif « Stop Linky du Poher » venus assister au conseil

municipal, les élus ont approuvé à l'unanimité une demande de moratoire contre l'installation des compteurs électriques dits « intelligents » Linky « par précaution ». Plusieurs collectifs citoyens et organismes ont, en effet, alerté sur les possibles risques de ces appareils : au niveau santé avec les ondes émises mais aussi sur la vie personnelle de utilisateurs.

+ Très haut débit. 30 % financés par les communes ?